



ENCORE UN SUICIDE, JUSQU'À QUAND ?

Un nouveau drame frappe la communauté DGFIP. Ce drame s'est déroulé sur le lieu de travail et, si nous savons tous que les ressorts de ces gestes sont multiples, le fait qu'il se soit déroulé sur le lieu de travail doit tous nous alarmer et en premier lieu la Direction Générale.

L'été dernier, la directrice générale, confrontée à de multiples articles de presse évoquant le sujet, avait dû programmer des réunions en urgence face à l'augmentation alarmante des suicides et tentatives de suicide au sein du personnel de la DGFIP.

La dégradation constante des conditions de travail dans nos services, les restructurations incessantes, les destructions d'emplois ininterrompues, la surcharge de travail et la pression au travail qui en résulte sont une réalité que nul ne peut nier ou ignorer. Dans les services informatiques c'est particulièrement vrai, et d'autant plus dans la période récente où les fuites de données ont mis la DGFIP au centre de l'actualité. Est-il besoin de rappeler que la DGFIP elle-même reconnaissait la « dette informatique » dont nos services pâtissent... Une dette informatique qu'il est bien difficile de résoudre pour des agents qui ne disposent pas des moyens à la hauteur des besoins et qui se conjugue aux réorganisations à marche forcée et leur lot de nouveaux applicatifs qui ne manquent pas de poser problèmes et surcharge de travail lorsqu'elles dysfonctionnent (rappelons-nous de GMBI et du foncier innovant par exemple). Et nul doute que la volonté affichée de faire de notre administration la plus « engagée » dans le déploiement de l'Intelligence Artificielle (source de futures destructions d'emplois massives) ne manque pas d'ajouter aux difficultés que rencontrent nos collègues de la sphère informatique.

La souffrance au travail est un fait que l'administration ne peut nier et ce ne sont pas les Espaces de Dialogue que la DGFIP met en place qui apporteront une réponse, car la racine des difficultés provient essentiellement de la politique menée à marche forcée et subie par les agent·es depuis des années.

Aujourd'hui la DGFIP ne peut se contenter de mesures cosmétiques ou d'affichage, il faut répondre sur le fond.

LES FRAIS IRRITANTS

Dans un contexte de morosité et de difficultés salariales, la DRFIP44 s'illustre par une gestion tatillonne des remboursements de frais de déplacement, que ce soit pour assister à des formations, au fameux sé-

minaire des C et B ou des déplacements professionnels. La CGT demande le retour du bon sens et une meilleure réactivité pour que les collègues soient remboursé·e·s en temps et en heure.

La DRFIP n'a pas de problème budgétaire pour multiplier les séminaires et autres activités de « cohésion », il n'y a donc pas de raison de barguigner sur nos légitimes remboursements, déjà notoirement insuffisants !

UN 17 OCTOBRE DANS UN PROCESSUS

Alors que les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale organisent une nouvelle purge budgétaire de 54 milliards d'euros, le

gouvernement poursuit la mise en œuvre d'une politique qui sacrifie l'avenir de la jeunesse et ses droits à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche, la formation, la culture...

La seule perspective qu'il leur offre, c'est celle de se préparer à la guerre, en Europe ou ailleurs. Les salarié·e·s voient leur pouvoir d'achat reculer, les prix

de l'alimentation, du carburant, de l'énergie, etc s'envoler avec des salaires en recul au regard d'une inflation fluctuante mais continue. Ça suffit ! De l'argent, il y en a !

- 211 milliards d'euros sont octroyés chaque année aux entreprises sans contrepartie, ni évaluation, ni contrôle.
- La fraude fiscale est estimée à plus de 80 milliards d'euros par an en France.
- Ce sont plus de 400 milliards d'euros qui ont d'ores et déjà mobilisé pour militariser toujours plus la société française. Trop, c'est trop !

Le samedi 17 octobre, la CGT appelle à participer aux rassemblements et manifestations organisés sur les territoires pour : l'augmentation des salaires, du point d'indice et le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat, le blocage des prix, un PLF et un PLFSS de relance et de progrès social.

QUI CONTINUE LE 05 NOVEMBRE

Journée de mobilisation nationale en intersyndicale pour les salaires et contre le budget 2027.

